

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 17974

## Le chômage continue de faire des ravages

### Plus de 173000 Réunionnais inscrits à Pôle emploi

Stagnation à un niveau très élevé permise par une hausse des radiations pour défaut d'actualisation, c'est la dernière évolution du chômage à La Réunion d'après les chiffres d'août diffusés par Pôle Emploi. Le chômage des jeunes continue aussi de stagner à un niveau très élevé. Si la promesse des 40.000 emplois d'avenir était tenue, nul doute que les manifestations cesseraient car cela permettrait à tous les jeunes au chômage d'avoir un travail. Voici des extraits du communiqué diffusé par Pôle Emploi et la Direction du Travail

#### Plus de 135000 demandeurs d'emploi de catégorie A

« Fin août 2014, 135 130 Réunionnais sont inscrits à Pôle emploi en catégorie A (en recherche active disponible et sans emploi), soit une diminution de 0,7 % par rapport au mois précédent. Sur un an, leur nombre est stable.

En France, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A est en baisse de 0,3 % par rapport à la fin juillet 2014. En un an, les effectifs des demandeurs d'emploi ont augmenté de 4,9 %.

#### Plus de 155000 demandeurs d'emploi de catégorie A, B, C

« Fin août 2014, les demandeurs d'emploi réunionnais de catégorie A, B, C (en recherche active, avec ou sans activité) inscrits à Pôle emploi sont 155 360, soit un effectif en baisse de 0,8 % par rapport au mois précédent. Sur un an, leur nombre augmente de 1 %.

En France, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A, B, C baisse de 0,1 % par rapport à la fin juillet 2014 (+ 5,9 % en un an).

Près de 18000 demandeurs d'emploi de catégorie D et E

« Les demandeurs d'emploi de catégorie D et E sont 17 860 fin août 2014 à La Réunion, soit une augmentation mensuelle de 0,4 % ».

#### Plus de 88000 Réunionnais en chômage de longue durée

« Fin août 2014, 88 340 Réunionnais sont inscrits à Pôle emploi en catégorie A, B, C depuis un an ou plus, soit une diminution de 1,1 % sur un mois. Ils sont 4 430 de plus, par rapport à août 2013, soit une augmentation annuelle de 5,3 %.

En France, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an, en catégorie A, B, C est en baisse de 0,1 % au cours de ce mois, il a augmenté de 9,3 % sur un an.

#### Entrées et sorties de Pôle emploi

« En août 2014, 9 800 demandeurs d'emploi réunionnais se sont inscrits à Pôle emploi en catégorie A, B, C, soit 1 170 inscriptions de moins qu'en juillet 2014. Les inscriptions pour motif « Fins de contrat à durée déterminée » et de « premières entrées » représentent

respectivement 26,3 % et 10,7 % de l'ensemble des entrées. Les inscriptions des trois derniers mois sont en hausse de 1,2 % par rapport aux trois mois précédents.

Parallèlement, 10 790 demandeurs d'emploi sont sortis des fichiers de Pôle emploi, soit 350 demandeurs de plus qu'en juillet 2014. Les sorties pour motif de « cessation d'inscription pour défaut d'actualisation » représentent plus de la moitié des sorties enregistrées. En variation trimestrielle, on observe une forte augmentation des sorties pour « reprise d'activité » et pour « entrées en stage ».

#### Les offres collectées par Pôle emploi

« En août 2014, Pôle emploi a collecté 2 360 offres d'emploi à La Réunion. Sur les trois derniers mois, cette collecte est en hausse (14,7 %). On observe, pendant cette période, une nette augmentation des offres d'emplois durables (21,2 %). En variation annuelle, l'ensemble des offres d'emploi s'affiche en forte baisse (- 12,5 %).

## Sommet sur le Climat à New York

# « Les appels à l'aide de ceux qui sont sur la ligne de front »

**Le sommet de New York est consacré à l'action des dirigeants du monde entier, qui sont appelé à prendre leurs responsabilités face au changement climatique. Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, a d'ailleurs annoncé : « nous ne sommes pas là pour parler, nous sommes là pour écrire l'Histoire ».**

Une déclaration qui fait suite aux nombreux rapports publiés depuis quelques années assurant la responsabilité de l'Homme dans la dégradation du climat et surtout la nécessité à agir rapidement pour éviter le pire. « Je vous demande de faire preuve de leadership », a exhorté Ban Ki-moon.

Devant plus de 120 dirigeants mondiaux réunis au siège de l'ONU pour un sommet sur le climat, mardi 24 septembre, ce dernier a assuré que « le changement climatique menace la paix chèrement acquise, la prospérité et les chances de réussite de milliards de personnes », ajoutant qu'à la fin du siècle, « nous ne devons pas émettre plus de carbone que notre planète ne peut en absorber ».

### Agir, agir vite

Présent à New York, le président des Seychelles James Michel, a déclaré au nom des habitants des îles du monde entier, qu'il fallait « encourager le monde à prendre des mesures décisives pour parvenir à un accord pour enrayer le changement climatique », a relevé l'agence de presse seychelloise, SNA. Ce dernier a d'ailleurs demandé aux représentants du monde de « ne pas ignorer la vérité sur le changement climatique ».

Il a averti que « ce n'est pas le temps des discours, mais celui de l'action. Nous avons entendu tout cela : les discours de bien conçu, les promesses et les exhortations. Nous avons également entendu les faits scientifiques, les plaintes, les appels à l'aide de ceux qui sont sur la ligne de front : les petits États insulaires en développement » (PEID).

Le chef de l'État seychellois a réitéré ses propos faits aux Samoa, lors de la Conférence des Nations Unies sur les PEID en début septembre, assurant que le changement climatique était « comme un crime contre l'humanité ». « Nous sommes tous coupables. Et nous sommes tous

victimes. Mais de plus en plus, les PEID refusent d'être les victimes », a assuré James Michel.

A tel point que les PEID « prennent le défi de renforcer leur résilience et trouver des moyens novateurs pour faire face à leur situation incertaine ». James Michel a cité les propos d'un jeune seychellois ayant écrit au Secrétaire général des Nations Unies que « nos moyens sont perdus dans tous les bruits que font les grands de ce monde. Alors qu'ils comptent leurs profits, nous restons inconnus, oubliés... »

### Le Fonds vert n'attire pas des masses

Ban Ki-moon a appelé les gouvernements à alimenter le Fonds vert pour le climat de 100 milliards de dollars par an, d'ici à 2020. Ce fonds a été créé lors de la Conférence de Copenhague en 2009, afin de transférer des fonds des pays développés vers les pays les plus vulnérables face aux changements climatiques. Pour l'heure, le Fonds n'a récolté que 2,3 milliards de dollars.

Peu alimenté par les pays concernés, le président français, François Hollande, a fini par annoncer ce mardi à New York que son pays aller contribuer à hauteur d'un milliard de dollars sur les prochaines années. Pour ce dernier, le fonds constituera « non seulement la marque de la solidarité mais aussi une capacité pour que l'économie mondiale puisse s'engager vers un nouveau modèle de développement ».

Pour les organisations non gouvernementales, cette somme est modique, car elle « risque d'être insuffisante pour créer une dynamique de capitalisation ambitieuse », a réagi Oxfam. Le Réseau Action Climat a regretté que François Hollande n'ait rien annoncé sur « la question de la suppression des soutiens publics de la France aux projets de centrales à charbon dans les pays en développement et en Europe ».

### Objectif Paris Climat 2015

François Hollande a souhaité la réalisation d'un accord global et ambitieux lors de la prochaine conférence sur le climat qui se déroulera à Paris en décembre 2015, six ans après l'échec de Copenhague. « Nous voulons qu'à la Conférence de Lima (fin 2014, NDLR), les bases d'un futur accord puissent être posées et qu'en suite, à Paris, nous puissions traduire ces engagements en actes juridiques, avec une règle commune adaptée aux différents niveaux de développement », a-t-il déclaré.

« Je souhaite que Paris, en 2015, soit le symbole du changement pour le climat », a insisté le président François Hollande. Une déclaration ironique pour certains Réunionnais qui dénoncent la construction de nouvelle route du littoral. Les travaux de cette dernière vont détruire une bonne partie de l'écosystème marin et entraîner des conséquences néfastes sur l'environnement, mais également contribuer au tout automobile et au développement des énergies fossiles, causes de la dégradation du climat.

Pour sa part, le Président seychellois James Michel a souhaité que l'accord de Paris en 2015, soit un protocole relevant de la Convention-cadre des Nations Unies sur les Changements climatiques (CCNUCC) et qu'il soit « ambitieux et juridiquement contraignant qui est applicable à tous et doit être adopté dans les plus brefs délais possibles ».

« Soyons capables de ré-enchanter le monde, de donner à la jeunesse du monde l'espoir qu'elle vivra mieux que nous », a annoncé le chef de l'État, appelant à « remporter la bataille contre le temps, contre l'indifférence et les profits qui altèrent jusqu'à l'équilibre du monde ».

**Céline Tabou**

## Edito

# A quoi joue le premier des ministres français ?

Les médias ont surjoué la visite du Premier ministre Valls chez la Chancelière Allemande Merkel. Il a été reçu avec les honneurs de la garde allemande, tapis rouge et hymnes de circonstance. Il a eu ensuite toutes les marques de considérations de Mme Merkel. Les mots étaient choisis pour saluer le courage de son hôte, car il porte un lourd fardeau. En clair, c'est la prof qui salue les efforts de l'élève mais ne croit pas en ses capacités de progresser sérieusement. D'ailleurs, une expression bien reprise par tous les observateurs était sans équivoque. Elle lui a dit qu'il y avait d'autres façons de faire de la croissance que d'emprunter pour investir.

Dans son esprit, il faut agir sur les structures bureaucratiques. Aux journalistes qui lui posait la question de confiance de l'exposé politique de Valls, son collègue a rigolé, et a renvoyé la réponse au jugement de la Commission européenne.

Comme quoi, il n'y a que les députés abstentionnistes pour croire au miracle ! Les députés qui ont voté la confiance sont plus forts que Mme Merkel. Le doute a traversé les esprits quand Valls a dit qu'il dispose d'une majorité pour mener les réformes nécessaires.

Mais qu'avait-il à dire tout ça et pourquoi s'est-il senti obligé d'aller présenter à Berlin sa copie ? Transparence ? Non, c'est la preuve que c'est la Chancelière allemande Merkel qui dirige la France et l'Europe. Valls ne se trompe pas de porte. C'est elle qui accorde les satisfécits. Voilà un pays vaincu, il y a un demi siècle, en train de faire la leçon au pays vainqueur. Autant il n'avait pas besoin de déclarer son amour aux entreprises, autant il est suspect en disant devant les journalistes : « la France n'est pas l'enfant malade de l'Europe ». C'est le genre de formulation qui exprime exactement le mouvement contraire.

En définitive, puisqu'il n'a eu aucune contrepartie, qu'est-il parti faire là-bas ? A quel jeu (naïf) joue-t-il ?

J.B.

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
70e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergés • 1957 - 1964 : Paul Vergés • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991-2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29  
email : temoignages@wanadoo.fr  
SITE web : www.temoignages.re  
Administration  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23  
email Avis, Abonnement : avis.temoignages@wanadoo.fr



**Mardi soir à Sainte-Suzanne****Les communistes pour le rassemblement le plus large de la population**

Ce mardi, les représentants des sections PCR du Nord-Est s'étaient donné rendez-vous à Sainte-Suzanne. La rencontre a permis de débattre sur les sujets d'actualité. La campagne d'explication des militants communistes se poursuit, car la population doit être informée de toutes les questions importantes passées sous silence dans les médias.



La réunion de travail s'est transformée en meeting mardi à Sainte-Suzanne.

Quelques heures après la conférence de presse de Paul Vergès, les responsables des sections communistes de la région allant de Saint-Denis à Sainte-Rose devaient se retrouver à Sainte-Suzanne pour une réunion de travail habituelle. Mais face à l'importance des questions actuellement posée, et devant le silence des médias sur ces problèmes, la réunion de travail s'est transformée en meeting. Il a tout d'abord été question de la politique du gouvernement. Pour les communistes, il est clair qu'elle ne va pas dans le sens des intérêts des plus pauvres. La moitié des Réunionnais vivent sous le seuil de pauvreté, qu'ont-ils à espérer d'un gouvernement dont le chef se fait applaudir par le MEDEF ? Malgré tout, il s'est trouvé des députés de La Réunion qui disent qu'il faut faire confiance. Les 5 socialistes ont voté pour, Huguette Bello et Thierry Robert n'ont pas voté contre. Tôt ou tard, ils devront bien expliquer à la population ce choix.

Le second point à l'ordre du jour, c'est la filière canne. François Hollande est venu à Bois-Rouge pour en parler. Tout d'abord, une certi-

tude : le quota et le prix garanti du sucre, c'est terminé en 2017.

### Canne à sucre : rien n'est réglé

Ensuite, une inquiétude : Hollande n'est pas venu avec le soutien de l'Europe pour que la France puisse verser 128 millions d'euros par an aux planteurs et à l'usiner pour faire face à la concurrence mondiale. Il a dit qu'il est d'accord pour verser l'argent, mais il a dit aussi que l'Europe n'a pas encore donné sa décision.

Les planteurs savent que la Convention canne se termine à la fin de l'année. Comment dans ses conditions négocier une convention-canne pour 6 ans ?

Donc rien n'est réglé, et c'est un grave problème, car de Saint-Denis à Sainte-Rose, toutes les communes ont des plantations de canne à sucre.

### Où est la concertation ?

Le troisième point, c'est l'octroi de mer. Aujourd'hui, c'est une taxe

qui permet aux produits réunionnais de pouvoir être au même niveau de prix que les marchandises importées. Cette taxe alimente aussi les caisses des communes et du Conseil général. Mais c'est une dérogation au droit commun de l'Europe. Cela se termine à la fin de l'année. Pour obtenir une prolongation, un rapport doit être rendu. Le PCR a appris qu'un rapport a été déposé à Bruxelles. Mais qui a été consulté ? Encore une fois, sans concertation, nous sommes mis devant le fait accompli.

### La crise de l'emploi

Le dernier point était le plus crucial. C'est la situation de l'emploi dans le pays. Depuis quelques jours, les jeunes manifestent surtout à Saint-Denis. Comme tout le monde, ils ont vu et entendu le président de la République annoncé 40.000 contrats d'avenir. Ils veulent donc que cela s'applique tout de suite, et ils décident de lutter pour que l'engagement soit respecté.

Devant tous ses problèmes, le PCR propose le rassemblement le plus large possible autour d'un projet pour faire avancer notre pays. La campagne des adhésions, c'est le moment de rencontrer la population pour l'informer des graves menaces, et pour appeler à la mobilisation.

Cette campagne sera menée tambour battant, car dans moins de 6 mois, ce seront les élections d'une nouvelle assemblée, le conseil départemental. La carte des cantons est bouleversée, et le gouvernement a choisi de précipiter les choses.

Les communistes seront au rendez-vous pour défendre les intérêts de la population.

Correspondant

## Remise en cause totale des conquêtes sociales des 60 dernières années

### La « provocation » du MEDEF

**Le syndicat du patronat a présenté son plan "choc" en 12 propositions, dans un document de 51 pages. Le MEDEF assure que « c'est possible » de créer 1 million d'emplois, en réformant « en profondeur les structures économiques » de la France.**

Pierre Gattaz, patron des entrepreneurs, est persuadé que le pacte de responsabilité « ne suffira pas seul à relancer une dynamique de croissance forte et pérenne », raison pour laquelle il faut un « projet complémentaire » alors que les contreparties au pacte de responsabilité dans les branches ne sont pas encore négociées.

#### Fin des jours fériés, retour du Smic Jeune...

Le patronat souhaite revoir les seuils sociaux (proposition 1) qui seraient « un frein à l'embauche ». Selon le MEDEF, il existe plus de deux fois plus d'entreprises ayant un effectif de 49 personnes que d'entreprises en comptant 50. Le patronat demande une révision de ces seuils négociée avec les partenaires sociaux avant la fin de l'année. Le patronat prévoit entre 50.000 et 100.000 emplois créés sous trois ans

Ensuite, il veut des emplois aidés moins chers (proposition 2), l'idée d'appliquer un SMIC Jeune revient ainsi que supprimer certains jours fériés et les ponts (proposition 3). Ils seraient « un frein à la croissance et donc à l'emploi », il faut donc supprimer un ou deux et, aussi, accoler ceux qui restent à un week-end pour éviter les ponts. (100.000 emplois prévus).

Face aux « contraintes trop rigides », Pierre Gattaz propose de réformer la formation professionnelle et l'apprentissage (proposition 4), afin de créer en 5 ans, 240.000 emplois à travers un « cadre réglementaire mieux adapté » pour les entreprises.

Pour développer l'emploi, le MEDEF propose de favoriser huit grands secteurs prioritaires, potentiels viviers d'emplois : la construction (150.000 emplois), les services (100.000 à 500.000), le tourisme (50 à 200.000), le commerce (40.000 à 100.000), la banque (50.000), l'industrie (10.000 à 50.000), la santé (10.000 à 50.000), l'agro-alimentaire (90.000).

#### Vers la fin du CDI

Le patron du MEDEF, Pierre Gattaz souhaite « réinventer un nouveau modèle économique et social », car il est persuadé que « notre modèle économique et social, hérité de la Libération et basé sur le modèle des Trente Glorieuses, a vécu ». Pour cela, il s'agit de repenser le contrat de travail (proposition 5) et remettre en cause le CDI pour le remplacer par un « contrat de projet », c'est-à-dire, « un contrat à durée indéterminée qui prendrait fin automatiquement une fois le projet réalisé.

Le MEDEF veut aussi revoir le cadre légal de la durée du travail (proposition 6), d'instaurer plus de flexibilité (proposition 7), de contrôler les chômeurs (proposition 8), de repousser l'âge de la retraite (proposition 9) et de limiter la dérive législative (proposition 10). Enfin, le MEDEF souhaite renforcer la négociation d'entreprises (proposition 11) afin de reconnaître « la primauté du collectif sur l'individuel » et de réformer l'Education nationale (proposition 12).

Pour les syndicats de travailleurs, ces propositions sont une réelle

« provocation » contre les travailleurs et les demandeurs d'emploi.

Le secrétaire général de la CGT, Thierry Lepaon, a dénoncé ce « recul social dangereux pour l'ensemble des salariés », ajoutant qu'il est « temps que le patronat revienne à la raison et arrête ses provocations ». Ce dernier a particulièrement critiqué la préférence affichée pour les accords négociés à l'intérieur des entreprises, ce qui serait « une bataille du pot de terre contre le pot de fer » pour les salariés.

De son côté, la CFE-CGC a dénoncé « la provocation » du MEDEF. « Après avoir obtenu les aides » dans le cadre du pacte de responsabilité, « le MEDEF recule et a de nouvelles exigences, ce n'est pas acceptable », a ajouté le syndicat des cadres. « Le MEDEF veut le beurre, l'argent du beurre. La CFE-CGC refuse de lui donner la crémère ! Et quelle sera la prochaine proposition du MEDEF ? Que les salariés payent pour venir travailler », a ironisé le syndicat dans un communiqué.

Céline Tabou

#### Un projet réformateur sur le court, moyen et long terme

Pour Pierre Gattaz, il faut « sortir du cadre » pour un « projet mobilisateur, commun, largement partagé ». Il propose « un projet global et cohérent de modernisation pour réformer en profondeur les structures économiques et sociales de notre pays », note le document présenté à la presse, ce mardi 24 septembre.

A court terme, le MEDEF compte sur la mise en œuvre du Pacte de responsabilité, qui doit « permettre, s'il est mené sans dévier jusqu'au bout, d'enrayer la chute de notre économie ». Cependant pour qu'il soit réussite, le MEDEF souhaite que le gouvernement doit mettre en place des « mesures concrètes » sur « l'amélioration de la compétitivité des entreprises » et « le retour de la

confiance des employeurs et des investisseurs, français et étrangers, pour faire redémarrer notre économie ».

A moyen terme, le MEDEF souhaite la poursuite du Pacte de responsabilité jusqu'en 2017, afin de se compléter avec des mesures destinées à « activer » la croissance. Ce projet complémentaire, « 1 million d'emplois », doit « débloquer certains verrous à l'embauche, activer des leviers transversaux et sectoriels, et initier un changement d'état d'esprit ».

A long terme, le projet intitulé « France 2020 – Faire gagner la France » du MEDEF doit « retrouver à terme un chômage sous la barre des 7 % et une économie florissante ». Accepté lors de l'Université d'été du MEDEF, le projet a été vivement appuyé par les entrepreneurs, qui ont ovationné le Premier ministre, Manuel Valls, lors de sa venue.



## Un otage français exécuté en représailles aux bombardements en Irak

# La guerre arrive aux portes de la France

**Le contrecoup des expéditions guerrières de Bush en Irak et de Sarkozy en Libye remet en cause la sécurité des Français en Algérie, un pays proche géographiquement de la France, et ayant de nombreux liens avec elle.**



**La montagne de Kabylie, une passion pour Hervé Gourdel. Qui pouvait penser qu'une randonnée finirait aussi tragiquement ? (Photo Yelles)**

Hier soir, une information a fait rapidement le tour de la planète. Les ravisseurs d'un ressortissant français ont revendiqué son assassinat. Les faits ont eu lieu en pleine Kabylie, une région montagneuse de l'Algérie. La victime était un guide de montagne qui participait à une randonnée avec des Algériens. Son enlèvement faisait suite aux premiers bombardements de l'armée française en Irak. Les kidnappeurs demandaient l'arrêt des opérations militaires de la France au Moyen-Orient et ont donné un délai très court pour satisfaire à leur ultimatum. Peu de temps après son expiration, ils ont assassiné l'otage.

Depuis que les soldats de l'État islamique se sont retournés contre leur ancien ami américain, des citoyens des États-Unis ou de Grande-Bretagne ont été exécutés au Moyen-Orient. Mais cette fois, le terrain d'action s'est élargi.

### **Le précédent des GIA.**

En effet, c'est en Algérie que la France a été visée. Cela n'est pas sans rappeler une autre guerre. En 1991, le Front islamique du Salut avait remporté le premier tour des élections législatives après avoir triomphé aux municipales. Son programme était la transformation de l'Algérie, d'État laïc en République islamique. L'État algérien a aussitôt annulé les élections, inter-

dit le FIS et emprisonné ses dirigeants et militants. Le gouvernement algérien a démissionné, et ce sont les militaires qui ont pris directement le pouvoir.

C'est alors qu'a émergé une nouvelle organisation, les Groupes islamiques armés ou GIA.

Les Français étaient particulièrement visés par les actions imputées aux GIA. La France est l'ancienne puissance coloniale, et elle apparaissait comme un soutien à l'État algérien.

Ses ressortissants n'étaient alors plus en sécurité dans ce pays. La guerre s'est même déplacée sur le territoire français, avec le détournement d'un vol d'Air France et plusieurs attentats sanglants en plein Paris.

En Algérie, le conflit entre le GIA et le pouvoir a considérablement baissé d'intensité depuis une amnistie décidée voici 10 ans pour encourager à déposer les armes.

### **L'aventure libyenne de Sarkozy**

Les événements ont recommencé à s'accélérer fin 2010, quand le gouvernement tunisien est chassé par une révolte populaire. C'est le début du "Printemps arabe" dans lequel les États Unis et la France ont joué un rôle suspect. Ensuite, en Égypte, Moubarak est renversé

en quelques semaines, en Syrie Assad résiste malgré la puissance feu qui lui tombe dessus. C'est le moment choisi par Sarkozy pour lancer la guerre contre la Libye, entraînant l'OTAN. Avec le soutien de l'Occident, les opposants de Kadhafi prennent le pouvoir et c'est alors que commence un conflit sans fin. Les répercussions se font ressentir dans tout le Sahel. Des anciens combattants qui s'étaient mis à la disposition de l'Occident pour abattre Kadhafi et son régime politique exigent des territoires pour s'installer. Devant le refus de leurs anciens protégés, ils prennent possession des territoires étrangers et installent des pouvoirs islamistes. Ils sont très cruels. C'est pour empêcher des Jihadistes de prendre Bamako que François Hollande a lancé l'armée française dans une guerre au Mali

### **Irak et Syrie**

Au Moyen-Orient, les alliés des Occidentaux piétinent en Syrie. Devant la résistance, ils décident alors de se tailler un empire en Irak. Ils profitent de la faiblesse du pouvoir mis en place par les États-Unis après l'invasion du pays et la destruction de l'ancien régime. L'avancée de ces Jihadistes est le point de départ d'une nouvelle guerre pour la France qui montre un certain zèle.

Mais c'est beaucoup plus près de Paris qu'est tombée la première victime française de la guerre en Irak. Comme au début de l'offensive des GIA se pose alors la même question : les Français sont-ils en sécurité en Algérie ou ailleurs ?

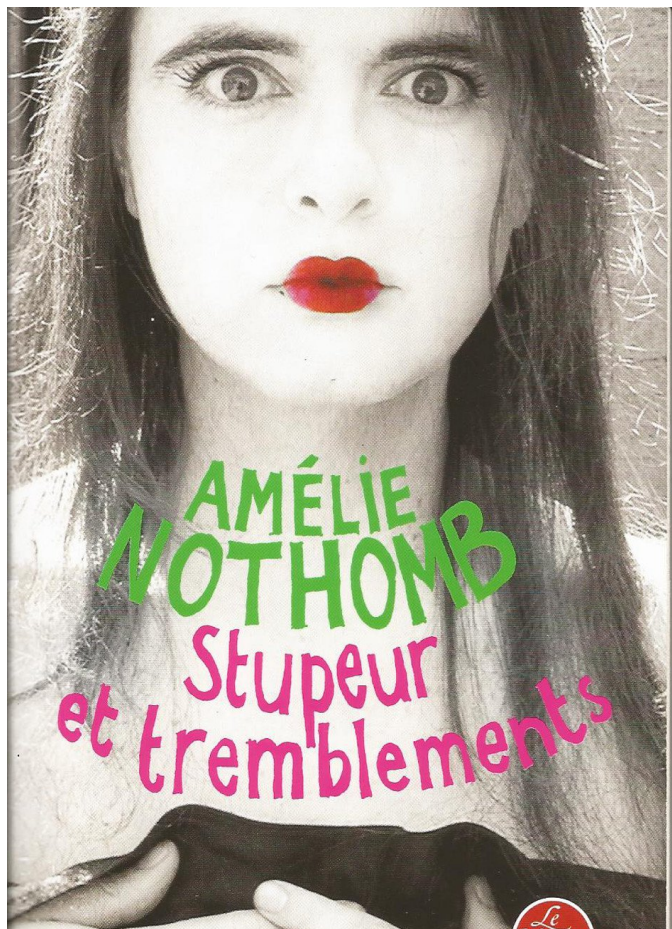
Elle ne se serait sans doute pas posée cette question aujourd'hui si George Bush n'avait pas décidé d'envahir l'Irak et si Sarkozy n'avait pas choisi de partir à l'aventure en Libye. Et maintenant en Irak et en Syrie.

Qui sait comment tout cela va finir ?

**M.M.**

C'en est trope !

## Un sumo sur un nénuphar



**Stupeur et tremblements d'Amélie Nothomb, au Livre de Poche.**

Dans un récent entretien accordé au *Nouvel Observateur*, l'historien Paul Veyne déclarait : « le Japon est devenu un pays occidental. Pour un Japonais, quel est le chef-d'œuvre le plus populaire de la musique ? La Neuvième Symphonie ».

Dans les généralités de l'historien, il manque l'espace et le jeu que confère la métaphore.

À caractériser en peu de mots le Japon, j'évoquerais : « Un sumo sur un nénuphar », puis je m'assiérais sur cette image comme une grenouille prête à bondir pour rappeler le poème de Bashō :

« Le vieil étang,  
Une grenouille saute,  
Plouf ! »

À peine posées doit-on laisser de la même façon les métaphores s'échapper, « abandonnant corps et esprit » selon le commentaire qu'Hakuin fit du poème. Avec Bashō et la métaphore qui sert de balance : c'est un peu l'histoire de la grenouille qui bondit hors du temps. Et, quand il est question de saisir l'esprit d'un pays comme le Japon, il ne s'agit pas moins que de se placer hors de l'Histoire (tension qu'il a recherché d'ailleurs des siècles durant).

Sans image, on ne saurait évoquer le Pays du Soleil Levant. Les propos que Paul Veyne a prononcés m'ont fait penser au petit poème japonais qui portait de la sorte :

« Des vieilles nourrices  
Le devant est tout pareil

À un crabe poilu ».

Sans avoir de photo de l'historien (ça ne m'intéresse pas), je me représente néanmoins un instant un visage comme un sac de crabes, des yeux comme des pinces avec lesquels il tente de saisir le monde. Et ce monde lui échappe.

Il arriverait sans doute, à quiconque cantonnerait sa vision d'un Japon à l'aune de la simple lecture du ravissant (au sens fort) livre d'Amélie Nothomb, la même mésaventure de la grenouille qui reste collée à la rive.

Critique du capitalisme revanchard japonais, fondé sur un confucianisme obtus, *Stupeur et Tremblements* raconte son expérience au sein d'une entreprise japonaise. Vision extérieure et sans concession. La vie en entreprise considérée comme un service militaire : « Je ne pourrai jamais énumérer tous tes devoirs, car il n'y a pas une minute de ta vie qui ne soit régentée par l'un d'entre eux ».

Dikoku-ten, l'une des sept divinités du bonheur, dit : « Celui qui est loyal envers son maître et dévoué à ses parents aura mon imperméable de paille, mon chapeau, mon maillet et mon sac ». La morale confucianiste peut en effet s'exprimer en cette formule : « Loyal envers son maître, dévoué à ses parents ».

Mais c'est un confucianisme de pacotille que décrit l'auteur, un confucianisme arriéré qui fait dire à l'un de ses dirigeants : « Il y a toujours moyen d'obéir. C'est ce que les cerveaux occidentaux devraient comprendre ». On ne saurait pourtant limiter le Japon à ce confucianisme exacerbé, théâtralisé, hystérique, où à la pensée se substitue l'énumération, où le rôle qui y est demandé est d'oublier tout ce qui a été appris.

Or, non content de caricaturer le confucianisme, l'auteur pousse le bouchon jusqu'à englober le zen : un zen poussé jusqu'à l'absurde que l'auteur prend soin de mêler au livre de comptes : « je passais des journées entières à recopier des lettres et des chiffres. Mon cerveau n'avait jamais été aussi peu sollicité de toute sa vie et découvrait une tranquillité extraordinaire. C'était le zen des livres de comptes ». Elle distingue alors dans le satori du livre de compte et les tunnels chiffrés l'illumination qu'elle qualifie de « voluptueux abrutissement ».

Alors de se morigéner faussement : « Dire que j'avais été assez sotte pour faire des études supérieures. Rien de moins intellectuel, pourtant, que ma cervelle qui s'épanouissait dans la stupidité répétitive. J'étais vouée aux ordres contemplatifs, je le savais à présent. Noter des nombres en regardant la beauté [de sa collègue], c'était le bonheur », ou encore « Mon esprit était de l'espèce des vaches qui paissent dans le pré des factures en attendant le passage du train de la grâce ». Le champ lexical de la spiritualité se mêle à la stupidité et naît d'elle.

C'est là que la romancière atteint des sommets, dans un autodénigrement cocasse, détonnant, complètement exagéré et loufoque. Évidemment peu de chose à voir avec le Japon, mais c'est là, dans la forêt du langage qu'Amélie Nothomb aime à se cacher.

**Jean-Charles Angrand**



# Oté

## Tinn lo gaz, do fé i sar pran dan la kaz !

*Lo réshofman klimatik, lo réshofman nout planèt. Soman ryink di, ousinonsa pansé i fé drès shové dsi mon tèt, i fé mont frison dsi mon kor, koko i shof. Alala in sijé brilan konm i di. Bann éspésialis, plito bann siantifik i di, si nou kontinié konmsa la tanpératir va goumanté. Sa i sipoz nou dwa réfléshi koman ni abord lo konplikasyon é kèl répons ni aport sirtou. Sa i vé dir, do lo va mank a nou si sèrtin z'andrwa la planèt, donk domoun sora oblizé bouzé, migré plis pou alé rod zot soso.kan i fé sho, tro sho, défoi nana nouvo maladi i aparé. L'andrwa ou plant in pié d'bwa i fodra mèt otshoz, pétèt na pi ryin i pouss osi.lo nivo la mèr va monté é in pé i di i pé désot 50 cm dé otèr an plis. Sa i vé dir in bonpé vil, vilaz si bord-mèr i sava disparèt, mi pé pa dir a zot tousa malèr i pé ariv a nou si ni pran pa consians. Mwin la vi in réportaz dann télé si lé z'il maldiv èk la taylann, na pwin tro lontan é sa i éspass pa lwin laba, i éspass pa dérièr solèl, i éspass dann l'oséan indyin, koté nou la mèm sou nout zoryé. I fo war koman banna i trèt zot déshé ou plito i maltrèt lo déshé. i fé frémi bayoun. Sa i fé di a mwin nana i anfou-pa-mal. Lé pa la èk sa.*

*Alorsse, lèr la, bann chèf d'éta la réini a zot pou an parlé, tèlman lo sijé lé brilan pou tash manièr réfléshi si in ot sistèm dévlopman é pou pran d'ot résolisyon é sirtou pou angaj a zot pou fé in not l'ékonomi. L'objektif bann shèf d'état sé dé limit a 2 dogré lo réshofman or selon lé siantifik si nout l'émissyon i rèst o nivo aktyel, riskab ni atinn 4 a 5 dogré an plis a la fin di sièkl. Alorsse sa in n'afèr i dwa konsèrn nout tout ? A nou osi, nout nivo ni pé partisipé a nout rédiksyon dé émissyon de gaz a éfé de sèr, pétèt komansé par pi tro roul dann loto, kantité loto i rant tou lé zan baya, mé ni pran pa lo bon shomin èk lo nouvèl rout di l'itoral, in rout si la mèr, mé fransh vérité ni marsh si la tèt, mi sort di a zot lo nivo d'lo sar monté mé bann désidèr lé san konprénir i tynbo pa kont. Dopu lo tan Paul i prévyin a nou, tansyon-pangar.*

*Par konsékan, si ni vé protèz nout planèt nou na pwin bonpé solisyon, sanm pou mwin, ni dwa déza rovwar an total nout fason konsomé. I fo dé zordi ni diminié nout émissyon de gaz a éfé de sèr. Amwin mi di fèrm lo gaz, do fé i sar pran dan la kaz.*

J.B.